



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/732
16 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

Cinquante-deuxième session
Point 113 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS, ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Djamel MOKTEFI (Algérie)

1. À sa 4e séance plénière, le 19 septembre 1997, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. La Cinquième Commission a examiné ce point à ses 27e, 29e, 30e et 41e séances, tenues les 11, 14 et 17 novembre et le 15 décembre 1997, respectivement. Les déclarations et les observations faites au cours de l'examen de ce point par la Commission et les réponses aux questions posées sont consignées dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/C.5/52/SR.27, 29, 30 et 41).

3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1996 et rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/52/5/Add.4);

b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. États financiers vérifiés pour l'année terminée le 31 décembre 1996 et rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/52/5/Add.5);

c) Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes (A/52/381);

d) Note du Secrétaire général transmettant le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/52/261);

e) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/52/518).

4. À la 41e séance, le 15 décembre, le représentant de la Lettonie a présenté un projet de résolution intitulé "Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes" (A/C.5/52/L.12) soumis par le Président à l'issue de consultations officielles.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/52/L.12 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1996, le rapport financier et les états financiers vérifiés et le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche¹, les états financiers vérifiés et le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés², le rapport sur les mesures prises ou envisagées par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes³, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes⁴ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵,

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 5D (A/52/5/Add.4).

² Ibid., Supplément No 5E (A/52/5/Add.5).

³ A/52/381.

⁴ A/52/261, annexe.

⁵ A/52/518.

Tenant compte des vues exprimées par les délégations et le Comité des commissaires aux comptes pendant le débat que la Cinquième Commission a consacré aux rapports financiers et aux états financiers vérifiés et aux rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les organisations susmentionnées⁶,

Prenant note des mesures prises par le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes,

Rendant hommage au Comité des commissaires aux comptes pour la façon exhaustive et efficace dont il a effectué ses examens,

Consciente des conditions difficiles dans lesquelles le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés mène ses activités,

Notant que, dans les paragraphes 25 à 30 de son rapport¹, le Comité des commissaires aux comptes observe que les dépenses d'administration imputées sur le Fonds général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ont augmenté, alors que le montant total de ses recettes diminue depuis plusieurs années,

Se déclarant préoccupée par le fait que le siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a invité à soumissionner des fournisseurs représentant un très petit nombre de pays,

1. Accepte les rapports financiers et les états financiers vérifiés ainsi que les opinions et rapports du Comité des commissaires aux comptes sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

2. Accepte également le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes⁴ et les observations y relatives contenues dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵, exception faite de la demande figurant au paragraphe 17 dudit rapport;

3. Prie le Comité des commissaires aux comptes d'améliorer encore ses rapports en y faisant figurer de courts résumés analytiques, des encadrés et des textes explicatifs plus concis;

4. Prie également le Comité des commissaires aux comptes de contrôler l'application des dispositions relatives aux consultants figurant dans sa résolution 51/226 du 3 avril 1997;

⁶ Voir comptes rendus analytiques de la Cinquième Commission (A/C.5/52/SR.27, 29 et 30).

5. Note avec satisfaction que, conformément au paragraphe 7 de la section A de sa résolution 51/225 du 3 avril 1997, les rapports du Comité des commissaires aux comptes comprennent une nouvelle section qui indique clairement les recommandations précédentes dont l'application laisse à désirer;

6. Prie le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'appliquer complètement les recommandations du Comité des commissaires aux comptes;

7. Fait sienne la demande que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷ a adressées au Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, tendant à ce qu'ils consultent le Comité des commissaires aux comptes sur les incidences qu'aurait la présentation d'un rapport biennal, et non plus annuel, et fassent rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session;

8. Demande à nouveau au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de respecter pleinement les normes comptables pour le système des Nations Unies;

9. Se déclare préoccupée par les observations faites par le Comité des commissaires aux comptes aux paragraphes 79 à 98 de son rapport au sujet de l'emploi de consultants, et fait siennes les recommandations qu'il a formulées à ce sujet⁸;

10. Recommande au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, conformément aux recommandations pertinentes figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de prendre immédiatement des mesures afin d'améliorer sa politique en matière de contrats, de définir les mandats des consultants avec plus de précision et de créer et tenir à jour un fichier central⁹;

11. Prie le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de respecter et d'appliquer pleinement la procédure établie en matière de passation des marchés, consistant notamment à se procurer des biens et des services sur une base géographique aussi large que possible, ainsi que les dispositions de sa résolution 51/231 du 13 juin 1997.

⁷ A/52/518, par. 3.

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 5E (A/52/5/Add.5), sect. I.

⁹ A/52/518, par. 12.